

## DISSOLUTION ET CRÉATION DU SOCIAL DANS LE MONDE MODERNE. LA DIALECTIQUE DE L'UN ET DU MULTIPLE

*António Teixeira Fernandes*  
Universidade do Porto

Le processus de production et de reproduction de la vie sociale, présent dans tout devenir historique, se présente avec des caractéristiques différentes à chaque époque. Les sociétés sont soumises à des rythmes divers de changement, contenus ou accélérés par leur dynamique interne ou par les influences venues de l'extérieur. De nos jours, aucun peuple n'est une île. La planétarisation des problèmes finit actuellement par atteindre inévitablement toutes les collectivités, aussi cachées soient-elles.

L'énoncé lui-même de cette question renvoie à deux phénomènes qui peuvent être abordés en eux-mêmes, d'une façon autonome, mais que nous voulons mettre en rapport, étant donné leur interconnexion et leur interpénétration. Le premier concerne essentiellement les formations sociales, le second a trait surtout aux systèmes et aux régimes politiques. Ils pourraient être abordés en termes d'exclusion, par exemple, la dissolution sans la création et l'Un sans le Multiple ou vice-versa. Nous optons par privilégier leur rapport dialectique, ne manquant pourtant pas de souligner également leur interdépendance, à l'intérieur de chacune des dimensions et dans leur connexion mutuelle, en tant que démarche d'approche de cette problématique. La mise en valeur d'une telle orientation d'analyse soulèvera quelques écueils le long de cette démonstration. La méthode implique, avant tout, une conscience de méthode et nous tenons donc à assurer, dès

le début, les difficultés en face desquelles nous nous trouverons nécessairement.

Du point de vue du champ de référence, nous n'osons pas développer une étude diachronique ou comparative. Si nous le faisons, la tâche serait extrêmement facile. À travers les temps, les sociétés ont connu des formes distinctes de vie associée. À leur tour, les appareils gouvernementaux présentent des configurations spécifiques dans les divers contextes socio-historiques. Des coupures, aussi bien longitudinales qu'horizontales, nous offraient des éléments propices à l'étude que nous nous proposons d'entreprendre. La voie choisie sera une autre: nous voulons aborder le processus en cours dans les sociétés occidentales, avec quelque incidence sur la situation portugaise.

1. L'étude de la dissolution du social nous renvoie immédiatement au phénomène même de la massification, en développement généralisé de nos jours, et à sa théorisation respective. En cherchant à expliquer le social par le social et en postulant, par conséquent, le principe de la totalité, le recours au complexe s'impose, à une configuration de faits ayant une portée plus globale, en vue de la compréhension des différents aspects singuliers.

Obéissant à une telle procédure logique et méthodologique, il importe de souligner l'importance dont se revêt aujourd'hui la formation de la société de masse, et les risques qu'elle entraîne, une fois constatée et analysée déjà depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, Alexis de Tocqueville considère les aspects nouveaux avec lesquels le «despotisme pourrait se produire dans le monde», en affirmant que partout «une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs» se constitue, où «chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres». De cette massification, promue, à l'époque, par l'individualisme croissant rendu actif par la société industrielle, le renforcement du pouvoir politique est inféré. En tant que produit des nouvelles conditions créées par la Révolution Française — où le conservatisme de quelques-uns succède à l'incapacité de tous —, une nouvelle forme d'oppression s'affirme, ignorée par d'autres époques historiques. Dans l'ouvrage *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Karl Marx, contemporain de ce processus, montre qu'il est également sensible à ce phénomène, en l'analysant d'une façon assez semblable et lui attribue l'importance due.

La question posée depuis la fin du siècle dernier jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, en termes d'individualisme et de collectivisme, aussi bien par le libéralisme que par le socialisme, a perdu une partie de son importance en face de ce nouveau problème. De nos jours, avec

l'apparition de l'individu solitaire dans la foule, l'autonomie ne s'établit pas tellement entre individualisme / collectivisme, mais plutôt sous la forme de personnalisation / massification. La grande menace qui semble planer au dessus des sociétés modernes est, en fait, le risque de perte de toute identité. Une dissolution progressive du social est sur le point de s'opérer, dans l'inertie des masses, et, dans cette mesure, s'opère aussi la mort du social, en même temps qu'il devient quelque chose de flottant, et c'est une décomposition qui, si elle se vérifie en fait, finira par engendrer avec elle la disparition de la Sociologie elle-même, parce que sans celui-là, la vie collective, anéantie, perdrait de sa signification et de sa liberté. Il est question ici de transformations qui affectent les modalités et la densité des rapports sociaux et qui enveloppent le champ épistémologique même de la Sociologie.

Le sujet de la société de masse et de sa culture a mérité la meilleure attention de maints penseurs, particulièrement des sociologues, dans la mesure où, récemment, il est de plus en plus, devenu un fait social diffus. Cet intérêt a surgi particulièrement après la Seconde Guerre Mondiale, lorsque, dans le monde occidental et ensuite au Japon, un nouveau type de société ainsi désignée a commencé à prendre forme. Le phénomène s'est traduit, dans un premier moment, par une démocratisation énorme, mettant à la portée de tous les valeurs, les styles de vie et la culture en général. Aussi bien Edwards Shills que David Riesman et D. Macdonald ont tracé son profil avec assez de rigueur et de précision.

Avec les niveaux d'indifférenciation atteints dans la société, on a atteint les inter-rapports préférentiels et électifs à l'intérieur de chaque aggloméré ou couche sociale, inter-rapports que sont à l'origine de sous-cultures ou de nuances culturelles particulières. Cette indifférenciation, contemporaine d'une apparente démocratisation, ne concerne pas seulement les situations mais elle concerne aussi les attitudes et les comportements des hommes face aux diverses circonstances. Les moyens de communication sociale ont contribué à cela, et selon F. Lazarsfeld et Robert Merton, ce sont eux aussi qui ont commencé à jouer un rôle narcotisant, en favorisant, non une expérience esthétique, mais plutôt le développement de l'apathie, et en réduisant la créativité.

L'action entropique d'une telle culture et d'une telle société n'a pas été inaperçue, dans un lieu philosophique, par des auteurs comme J. Ortega y Gasset, Gabriel Marcel, Marshall McLuhan et Herbert Marcuse, et ce dernier met surtout en valeur le caractère répressif de la société qui, à travers les mass media, crée un «homme unidimensionnel». Nous ne voulons pas manquer de référer également Edgar Morin, auteur qui découvre dans la culture de masse une fonction «mythique», capable de fournir une scène aux nouveaux héros et

aux nouveaux dieux, et Jean Baudrillard qui analyse «le système des objets» de la société de consommation avec ses «simulacres» et sa «simulation».

La massification en cours produit, dans un sens, un nivellement ou une homogénéisation socio-culturelle, sans que cela implique nécessairement, étant donné sa nature fluide et mutable, une disparition des différences antérieures. Le niveau de masse ne nie pas, en absolu, l'existence d'autres champs sociaux et culturels.

Cette transformation socio-culturelle que nous venons de délimiter a affecté les diverses expressions de vie associée au monde occidental. Jean Duvignaud, dans un ouvrage récent, *La Solidarité*, considère le collapsus des formes traditionnelles de sociabilité et les nouvelles concertations qu'il a engendrées. La perspective en question est, cependant, diachronique, car elle étudie le mouvement de destruction et de restructuration des modes naturels de vie collective à travers l'histoire. Il souligne les solidarités familiales, qui apparaissent souvent comme objet d'une simple nostalgie, et les associations urbaines, scientifiques, locales, ludiques et d'exil. L'auteur réfère encore les «solidarités errantes», perçues comme éphémères ou momentanées, et les originaires des affinités électives. Du point de vue culturel, Jean Stoetzel, dans son livre *Les Valeurs du Temps Présent*, nous avait déjà offert le résultat d'une recherche entreprise dans le contexte européen, sur le changement des schèmes extérieurs et conceptuels de conduite et des visions du monde par rapport aux diverses institutions et aux systèmes de rapports sociaux. On vérifie ici aussi une décomposition du social, qui atteint spécialement les univers symboliques.

Dans le monde moderne, spécifiquement au Portugal, on assiste à la désagrégation graduelle des communautés familiales, avec des points dissolvants d'irradiation à partir des centres urbains; des associations religieuses, au fur et à mesure que le phénomène de la sécularisation se répand et que les systèmes de régulation sociale s'affaiblissent; de la diversité des groupes primaires, où les rapports sociaux étaient face à face; des groupements de caractère professionnel, depuis que les niveaux de possession ont monté et que les styles de vie se sont rapprochés; et de la filiation et la militance dans les partis, résultant du désenchantement par rapport à la vie politique et le refus de toute manipulation idéologique. Les diverses associations perdent leur stabilité structurelle d'autrefois et les rapports entre les hommes deviennent de plus en plus simplement épisodiques ou occasionnels. Le ciment de la solidarité ne les solidifie pas ni ne les perpétue. D'où l'instabilité au sein de la famille et dans les groupes primaires en général.

Du point de vue dynamique, la désorganisation d'une forme sociale est moins la destruction que la recherche d'une autre expression, plus rationnelle et adéquate, de solidarité. Dans la désorganisation, on remet en question l'ordre établi. Mais, dans des cas concrets, ça peut être une tentative de mettre l'ordre dans un désordre constitué. Elle n'entraîne pas toujours l'altération du *statu quo* — et cela dépend de sa portée — et lorsque cela arrive, cela ne veut pas dire qu'elle ne crée pas un nouvel ordre distinct.

La désorganisation, lorsqu'elle apparaît comme modification de l'ordre établi, est alors envisagée comme un moment de passage. Cela veut dire que toute situation historique et toute forme de vie sociale sont, en même temps, une organisation, c'est-à-dire, un tout ordonné, un système, et un principe de désorganisation, dans la mesure où ils sont toujours un passage d'un stade à l'autre. Et l'on ne pourra évidemment pas oublier les événements qui portent une désorganisation plus ou moins profonde ou même radicale et qui sont provoqués par les facteurs les plus divers.

L'important consiste à savoir ce qui, dans chaque circonstance, est sur le point d'être produit à l'intérieur de la société. S'il y a désorganisation, le comportement social, modelé et partagé, devient toujours imprévisible, dans la mesure où une situation non paradigmatique se crée. Une fois disparues les vieilles prescriptions, sans qu'elles soient remplacées par d'autres ou lorsque de nouvelles sphères de la vie sociale se développent sans qu'elles soient encore soumises à la conscience morale ou collective de la communauté, pour employer une expression fréquente chez E. Durkheim, la désintégration et la désorganisation s'engendrent.

Le passage d'une forme à une autre forme de vie associée doit être considéré, à chaque moment historique, en termes dialectiques, comme dissolution et création du social. Le monde d'aujourd'hui, dans cette dialectique du passé et de l'avenir, juste comme le présent se configure, n'est plus et n'est pas encore. Il est constamment en processus de devenir, c'est à dire, de destruction et de restructuration. Appréhender ce dynamisme dans le mouvement de la modernisation, c'est découvrir également le dynamisme qui anime des principales tâches de la Sociologie, en tant que science du social.

Ce n'est qu'en accord avec cette perspective que l'on comprend bien l'apparition du nouveau sous les cendres du traditionnel. Étant sensible à ce phénomène, Edward Shills pense que la société de masse éveille et intensifie l'individualité en libérant les capacités intellectuelles et morales des gens. Or l'individualisation, se développe dans un sens opposé à celui de la massification. Il s'agit de phénomènes, en fait, opposés qui se produisent et se reproduisent, l'un niant l'autre, et qui traduisent le jeu de l'entropie et de la negantropie

sociales, c'est-à-dire de la désorganisation et la complexification, de l'autre.

Dans ce processus, on perd les cadres traditionnels de référence, sociaux et culturels, et les identités qu'ils créent et qu'ils fortifient sont détruites. Le développement de l'individualisme atteint ici son maximum, débouchant, à cause de manque de personnalisation ci-dessus mentionnée, sur une massification généralisée. Dans une telle situation, les gens sont plus sensibles au discours qui concerne l'individu qu'à celui qui se réfère au groupe. L'homme, partout entraîné par le courant de la massification qui crée la rupture des principales liaisons sociales, ne parvient qu'à soutenir ce mouvement, à sauvegarder son identité et atteindre son épanouissement au moyen d'une personnalisation croissante qui l'élève à une puissance pour une création permanente de ce qui est nouveau.

Comme la société est un domaine d'historicité, elle est susceptible d'un processus constant de changement, c'est-à-dire de réorganisation continue. Elle passe par des stades d'ordre et de désordre, d'organisation et de réorganisation, de stabilité relative et de vitalité. Nous ne trouvons qu'une alternance d'états dans un mouvement qui est, par lui-même, créateur de nouvelles formes de vie et où, donc, une désorganisation engendre inévitablement une réorganisation. L'ordre se produit à travers le désordre. Aucune collectivité ne peut se maintenir que si elle trouve une relative stabilité, mais elle tend aussi à tomber dans la stagnation si elle élimine tout germe de changement. Il y a des peuples qui gardent à propos du passé une nostalgie, comme s'ils trouvaient leur avenir, tandis que d'autres sont avides de nouveauté, de nouveaux épanouissements.

C'est d'un autre côté, l'ordre rétabli qui amène à voir comme désordre — un ordre moindre — la situation antérieure. De même, l'énergie produite amène à considérer comme apathie le dynamisme propre de l'état social précédent. Ce n'est que dans une situation où un nouvel ordre prend beaucoup de temps à s'établir qu'apparaît une conscience plus ou moins aiguë d'un désordre général ou d'anomie. Qui conçoit le développement humain comme un processus de transformations profondes, toujours en cours d'accomplissement, tend corrélativement à envisager ces états d'équilibre apparent comme des époques de maturation où sont produits les germes de leur auto-supplantation.

Les sociétés connaissent une transformation accélérée. Leurs structures, grâce à une action combinée de différents facteurs et à des influences issues des secteurs les plus divers, changent continuellement. Il faut ajouter, cependant, que le développement est un processus de nature structurale, globale et concertée, qui atteint tous les domaines de la société et qui la lance vers l'avenir. La moderni-

sation est un concept employé aujourd'hui pour signifier, d'une façon privilégiée, un ensemble de situations ayant un caractère surtout scientifique-technique et les conséquences qui en dérivent. Cette notion, dans le passé avec une configuration plus connotative que dénotative, a été récupérée par l'analyse scientifique, sous la condition de se libérer de la charge polysémique et de l'orientation évolutionniste dont elle se revêt non rarement.

2. À son tour, la terminologie employée dans l'énoncé de cette étude — la dialectique de l'Un et du Multiple — semble, d'emblée, tributaire du langage philosophique. Celui-ci est sans doute la matrice du savoir où cette analyse a été fréquemment utilisée. Il importe, pourtant, de souligner que le langage en cause est aujourd'hui récupéré dans un but sociologique, particulièrement pour ce qui est de l'approche des phénomènes politiques. Quelques références nous suffiront pour le prouver. À l'apogée de la Renaissance, le *Discours de la Servitude Volontaire* d'Etienne de la Boétie est «rebaptisé», selon Montaigne, comme *Le Contre Un*. À cette époque historique, on s'attendrait à ce que le vocabulaire philosophique s'impose immédiatement. De nos jours, Pierre Clastres parle de «L'Un sans le Multiple» et Jacques Julliard, en faisant référence à «la crise actuelle de la représentation», étudie «l'Un et le Multiple» dans les démocraties actuelles. Jacques Donzelot considère «L'invention du social» avec une portée plus vaste, simultanément sociale et politique.

Notre perspective tient à appréhender ce phénomène non en termes d'exclusion, comme quelques-uns tendent à le considérer, ni sous la forme de coexistence, comme d'autres préfèrent, mais plutôt dans son rapport dialectique. Pour rendre ce projet viable, il importe de commencer par présenter quelques traits de son développement et par établir les connexions qui l'enveloppent, dûment prouvées par l'histoire.

C'est un fait qui a été depuis longtemps constaté partout: les divers pouvoirs à l'intérieur de la société tendent vers l'unité, à mesure que la centralisation s'opère. Les analyses d'Alexis de Tocqueville, de Georges Sorel, de Moisei Ostrogorski, de Vilfredo Pareto et d'Emile Durkheim lui-même en témoignent, pour ne citer que quelques auteurs classiques. Pleines de promesses et d'espoirs d'une vie plus libre et d'une abondance plus grande, les diverses convulsions politiques, plus ou moins radicales, ont successivement promu la soumission. La distance entre les idéaux annoncés par les doctrinaires et l'accomplissement des politiques instaurées entre-temps est grande. En même temps que l'on affirme l'idéal de démocratie dans le devenir des peuples, le pouvoir de l'État tend également à augmenter.

On pourra dire que, dans ces circonstances, c'est la conscience de la non-liberté ou même d'une liberté tutellée, à une époque où sa

conscience est plus vive et sa vision plus éclaircie, qui entraîne la création, dans le monde de l'imaginaire et dans le domaine de l'utopie, d'un nouvel ordre sociétal. On tient ainsi à accomplir, dans un univers d'idéation, ce que les pratiques sociales et politiques empêchent d'atteindre. C'est ici que jaillissent les idéaires les plus généreux qui éveillent les consciences endormies et surtout rendent actives les volontés plus déterminées.

L'appareil gouvernemental est, par sa nature même, expansif et ne peut être limité que par d'autres contre-pouvoirs. Dans ce désir de dilation, alimenté par une volonté de puissance, l'État tire profit des conflits aussi bien internes qu'externes, procurés par l'occasion ou par le prétexte, de la même façon qu'il cherche à se protéger dans l'ordre juridique, dans les liens étroits de bureaucraties, dans la force des armes, dans les valeurs sociales instrumentalisées à son profit, et dans les séductions des idéologies. Dans les contextes les plus différents, d'une façon spécifique ou induite, le pouvoir politique croît graduellement. Il y a une extension progressive du système du pouvoir sur la société civile à travers l'élargissements de sa lourde machine administrative, atteignant, la totalité de ses périphéries.

La concentration du pouvoir est associée au processus ci-dessus référé de la dissolution du social. Une fois détruits les groupes secondaires, qui détenaient jadis le pouvoir, en tant qu'espace social où l'on peut promouvoir l'autonomie personnelle, les individus sont placés directement et d'une façon atomisée face à l'État.

La liberté et les droits de chacun cèdent face à la volonté omniprésente et toute puissante de l'État, étant ainsi abolis par la rapide massification sociale. D'une façon brillante et avec un parfait sens prospectif qui peut être désigné même de prophétique, Alexis de Tocqueville étudie soigneusement ce processus et dans sa continuité, Émile Durkheim affirme que le pouvoir politique, pour qu'il soit libérateur a besoin de «contre-pouvoirs». Bien que cela ne puisse pas être considéré avec rigueur parmi les sociologues de la société de masse, ce dernier auteur s'aperçoit, pourtant, de la menace d'un tel phénomène, dans un stade de constitution. L'avènement de ce type de société apparaît en fait associé, comme étant la cause et son effet, à la centralisation politique, exprimée dans l'anémie de la périphérie et dans l'apoplexie du centre.

Les solidarités intra et inter-groupes ont été parfois considérées comme dangereuses pour l'État. Le renforcement du pouvoir et son éventuelle action totalitaire se développent dans la raison directe de l'égalisation et de l'isolement des gens à l'intérieur de la société. Si l'appareil gouvernemental voit avec soupçon les diverses formes d'association spontanées, c'est parce qu'elles peuvent, en réalité, constituer le plus grand obstacle à son développement. Les groupes



intermédiaires sont la condition nécessaire à l'émancipation et à la liberté des individus. En fait, une fois dépassées les barrières que ce pouvoir trouve sur le chemin de l'affirmation de sa volonté de puissance, il tend à dominer la société globale, en s'étendant aux activités les plus diverses et aux expressions de la vie individuelle et collective.

Les théoriciens de la société de masse voient dans la collectivité atomisée et aliénée, les conditions indispensables pour le mouvement des populations, et pour la formation des régimes politiques ayant un caractère autocratique. Le manque de liaisons sociales étroites rend les individus disponibles pour n'importe quel type de mobilisation, qui, dans des cas particuliers, peut entraîner le totalitarisme. Ce phénomène apparaît surtout dans les pays ayant un grand volume de population et qui sont largement industrialisés et urbanisés.

La démocratie de masse contient, en fait, en elle les germes de la destruction de toute l'activité collective, en autonomie et en liberté, dans la mesure où elle défait le pluralisme social et culturel et laisse les citoyens démunis face au pouvoir. Certaines formes «d'individualisme» actuel apparaissent ainsi comme la contrepartie de l'intervention de l'État — sa cause et sa conséquence —, créatrice de tyrannie avec le beneplacium des gens. Il y a ici deux mouvements ayant un sens convergent: la domination pratiquée par l'appareil étatique qui augmente, et la diminution continue des droits individuels dissolus dans la servitude consentie que celui-là impose. Sans un dense tissu social et de fortes liaisons associatives, selon lesquelles les hommes créent leur propre identité et font l'expérience de la liberté et de la participation, des liaisons capables d'atténuer l'agressivité des lourdes machines bureaucratiques qui tendent à restreindre leur créativité, à emprisonner les individus et à limiter leur sensibilité par rapport aux nécessités principales et aux aspirations, l'État risque de croître d'une façon asservissante, en menaçant le tissu collectif lui-même d'être désintégré.

L'État actuel, ayant tendance à devenir un «régime directorial», se renforce dans les sociétés où l'homogénéité augmente où on abolit les hiérarchies et où disparaissent les garants transcendants de l'ordre social. L'apparence de démocratie va de pair avec le rythme accéléré de centralisation du pouvoir. Nous vivons dans une période de transformation rapide de la situation socio-politique. Si normalement ce mouvement historique ne provoque pas une préoccupation aiguë entre les individus et les groupes, c'est parce que simultanément l'appareil gouvernemental devient moins visible, quoiqu'il soit partout présent, sous la forme du système bureaucratique qui lui assure l'anonymat relatif. Aucun gouvernement n'a connu dans le passé de tels instruments coercitifs ou a eu à sa disposition de tels recours. La

concentration du pouvoir prend du terrain, parfois même à côté d'une relative différenciation sociale et de l'incrément des institutions — dans la dialectique de l'Un et du Multiple qui s'inscrit dans le mouvement de dissolution et de création du social, dans le monde moderne — et elle se renforce avec l'action des altérations de l'ordre constitué.

3. On a assisté récemment à l'apparition de publications dans le domaine de la Sociologie qui, par leur énoncé même, manifestent déjà une analyse de rapport dialectique des phénomènes sociaux et politiques. Il y a plusieurs auteurs qui, s'ils n'abordent pas systématiquement cette problématique, essaient du moins de l'afflorer.

Le pouvoir politique se trouve en permanence en face d'une tension insoluble entre deux objectifs considérés également fondamentaux, l'un ayant un caractère autocratique, l'autre ayant une nature démocratique. En se concentrant, il tient à s'affirmer également comme le principal distributeur de Services. Dans la pratique, il affirme une de ces deux dimensions à travers le reniement de son contraire, bien qu'on le dissimule. S'il réussit, en fait, à étendre sa présence jusqu'aux plus divers points de la société et à dominer ou même à détruire un nombre considérable de pouvoirs sociaux, c'est parce qu'en revanche il se révèle providence. Son autocratie augmente ainsi dans la raison directe de sa dissimulation partitipative.

Les États se donnent, en vérité, de plus en plus un air de démocratie, au fur et à mesure que leur pouvoir se concentre et se répand. Ce mécanisme dialectique est mis en action dans les différents pays. On a parfois la sensation que l'autorité absolue s'est exercée dans le passé et que la liberté est l'apanage des temps modernes. Ce qui arrive réellement c'est que la massification sociale, en créant les conditions nécessaires pour le renforcement de l'État, détruit en même temps la perception de cette concentration. Celle-ci, est, d'ailleurs, la grande arme au service des gouvernements: croître, tout en faisant croire qu'ils s'effacent.

Il faudra donc rejeter l'analogie qui, ici particulièrement, pourrait être établie entre les mécanismes biologiques et les processus sociaux et, par conséquent, les extrapolations simplistes ou simplifiées que l'on fait, parfois, des premiers pour expliquer les seconds. Ces analyses travaillent avec des modèles homéostatiques qui postulent une tendance vers l'équilibre. On ne rejette pourtant pas, en absolu, les inférences de type psychologique. Les gens ont, en fait, l'expérience d'une alternance de sentiments et de volitions, identique à des rythmes sismiques, qui les amène à déssiner ou l'intériorité ou l'extériorité, à de certaines occasions l'isolement, à d'autres la vie en société. L'homme, en tant qu'être en devenir, vit dans une quête permanente, qui s'oriente vers l'ordre ou vers le désordre, vers l'équili-

bre ou vers le changement. Il s'efforce aussi bien de créer des cadres bien délimités, où son existence puisse bien de créer des cadres bien délimités, où son existence puisse se dérouler à l'abri de l'imprévu, que de produire l'énergie susceptible pour les détruire, aussi rigides et fermes s'avèrent-ils.

Une tension s'exprime ici, avec aussi des reflexes dans le domaine politique — en conformité avec les deux objectifs ci-dessus référés, d'autocratie et de démocratie — entre deux aspirations sociales fondamentales: les désirs de liberté et de sécurité. Il s'agit de finalités également nécessaires qui, ordinairement, s'harmonisent, mais qui, dans certaines circonstances, peuvent entrer en conflit.

Il y a, en fait, dans la société deux aspirations — celle de la liberté et celle de la sécurité — qui, parfois, s'avèrent opposées ou même contradictoires. Lorsqu'une prévaut sur l'autre, des pratiques politiques antagoniques.

L'ambivalence et la dualité que nous trouvons aussi bien dans la vie collective que dans l'appareil étatique tendent à converger particulièrement dans les démocraties actuelles, dont les projets politiques se configurent sous la forme d'État-société de consommation, d'État-providence ou État-militaire. Face aux risques que la liberté prend de nos jours et à la méfiance que la complexité de la vie sociale a engendrée, les hommes manifestent une plus grande aspiration à la sécurité en soutenant ainsi les gouvernements dans leur tendance vers l'autocratie et en payant avec le renoncement à leur liberté la protection qu'ils reçoivent. Ce sont les individus eux-mêmes, par la dialectique des sentiments dont ils ont l'expérience en eux-mêmes et par les contradictions que, à chaque instant dans la société, ils sont obligés à résoudre, qui aident à créer les conditions favorables, aussi bien au développement de gouvernements autoritaires ou totalitaires qu'à la promotion de la démocratie.

Il importe de souligner, au passage, que les sociétés modernes extrêmement complexes, par les courants qui peuvent être générés à leur intérieur en permanence, n'ont aucune immunité par rapport à la dégénérescence de la politique, quoiqu'on exorcise leurs maux et que leurs dangers soient éloignés.

La volonté, partout vérifiée, d'une décentralisation croissante et d'une régionalisation, témoigne de la dialectique que nous venons de référer et peut servir à l'illustrer particulièrement. De la fragmentation féodale, les États modernes ont toujours marché vers une concentration plus grande. Cependant la menace, de la dissolution des nationalités dans un pouvoir planétaire vivifie le désir d'autonomie, sous n'importe quelle forme. Avec l'actuelle «perte» des nationalités, du moins comme elles étaient comprises traditionnellement, les identités locales se réveillent et s'affirment. Plus la concentration du pouvoir

politique semble se développer au niveau des continents ou même du globe, plus on prend conscience du régionalisme, avec une certaine nostalgie mélangée des démocraties municipales directes. Le problème de la décentralisation tend, par conséquent, à occuper aujourd'hui une place prépondérante dans la théorie politique moderne, qu'il se présente avec la configuration stricte de régionalisation, ou bien en termes de cogestion, d'auto-gestion ou de néo-libéralisme.

4. L'histoire est orientée par une loi dialectique. Dans l'expression la plus achevée de la concentration du pouvoir, l'État et la société se convertissent, et l'on obtient l'identité de l'Un et du Multiple et le pluralisme se dissout dans l'unicité. Les régimes politiques combinent, pourtant, différemment la diversité sociale avec l'unicité du pouvoir. Si fiers de la fusion de la multiplicité avec l'unité, ces régimes cherchent à promouvoir la totale atomisation de la population, avec la destruction de la spontanéité et de la créativité individuelles et avec la formation de bureaucraties fermes qui encadrent la conduite des citoyens, en les contrôlant dans les moindres aspects de leur existence. À la devise de l'absolutisme royal, l'État c'est moi, le principe totalitaire aujourd'hui tend à s'opposer, l'État c'est la société.

La résistance au pouvoir politique est, cependant, une partie intégrante de ce phénomène, non moins importante, que son exercice. Tout pouvoir engendre dialectiquement un contre-pouvoir, c'est-à-dire que ses manifestations provoquent des réactions opposées. La dialectique, lui est donc conaturale et essentielle dans les démocraties modernes.

D'habitude, l'État est amené à dévorer, dans sa marche, tous les pouvoirs autonomes. Mais il est également vrai, comme observe James Burnham, que «l'analogie historique nous suggère qu'une fois la structure de la société directoriale consolidée, sa phase dictatoriale (le totalitarisme) sera suivie d'une phase démocratique». La thèse défendue par plusieurs auteurs, d'une façon consistante, consiste dans le fait que l'humanité ne supporte que difficilement longtemps une situation qui opprime ou qui permet l'oppression. Le problème réside dans le fait de savoir la façon dont on pourra conjurer une telle menace d'une façon consciente et volontaire. Si la tendance vers l'autonomie totale va de pair avec une dissolution du social, la barrière qu'il faut ériger, et que normalement on soulève, consiste à recréer l'espace public où les hommes peuvent avoir du mouvement et entrer en rapport d'une façon spontanée. Dans l'Antiquité classique, la liberté se définissait par la participation basée sur l'autonomie, tandis que de nos jours, où les gouvernements cherchent à profiter du besoin d'adaptation entre la volonté collective et les contraintes qui lui sont imposées, elle se configure en termes d'individualisme sur une base d'atomisme diffus, et, pour cela, sous la forme de séparation et d'af-

firmation de la différence, à l'abri des impositions externes. Car si l'on veut qu'elle soit vécue comme un attribut essentiel de l'homme, il faudra développer un espace où celui-ci puisse se retrouver spontanément et se mettre en rapport avec d'autres individus. Si en Grèce antique on exigeait la participation dans l'unanimité, actuellement on tend à affirmer l'individualité dans le pluralisme.

La liberté ne sera sauvegardée qu'à partir de la dialectique du pouvoir et du contre-pouvoir. La création du social, où l'autonomie individuelle soit assurée, implique, à son tour, que la tendance pour l'unicité soit contrariée. Les deux phénomènes se trouvent en rapport de dépendance mutuelle. Il est convenable de souligner, pourtant, que la promotion de la cogestion, de l'auto-gestion, de nouvelles formes de néo-corporativisme ou de décentralisation régionale se limitent, d'habitude, à rendre possible une participation dépendante, comme simulacre d'un véritable entraînement et engagement dans l'activité sociale et dans les affaires publiques.

En vérité il s'agit fréquemment d'une participation cooptative, qui peut avoir une expression dans l'élaboration de projets et de politiques, mais qui n'a pas d'importance pour les décisions fondamentales. Il n'y a de véritable participation que lorsqu'elle résulte d'une autonomie suffisante — avec la définition d'attributions spécifiques et exclusives — et, lorsque, par conséquent, elle se traduit par une capacité authentique d'agir. Dans l'antagonisme des deux tendances actuelles, l'une conduisant à la disparition de l'État (ou à sa concentration totale), l'autre orientée vers la perte de la spontanéité de la vie sociale (ou vers sa vitalisation et vers son développement), il n'y a que l'autonomie, dérivée du principe démocratique, qui tient à ce que la participation cesse d'être dépendante et qui, ainsi, permet l'accomplissement des nécessités et l'épanouissement des aspirations des individus et des communautés, dans l'exercice de la liberté et de l'auto-détermination.

Dans l'espace social animé par cette dialectique de dissolution et de production collective et de l'Un et du Multiple, des expressions de vie associée se développent aujourd'hui. Nous nous limitons à référer les organisations promues par les partis politiques eux-mêmes comme extension de leur action et, par conséquent, comme volonté de s'enraciner dans les contextes les plus divers; les mouvements religieux, exprimés dans les communautés de base, sous leurs différentes expressions; les multiples activités récréatives et culturelles; la disparition et l'émergence de nouvelles classes sociales; les nouveaux types de rapports familiaux; la recherche d'autres formes de relation sociale informelle et non conventionnelle, bien que les infrastructures de logement ou autres se révèlent aujourd'hui contraires à ce mouvement de création du social.

Les groupes secondaires, créés en vue de l'accomplissement d'un but précis et limité, tendent à conserver leur vitalité. Les analyses de E. Durkheim sur la distinction entre sociétés de solidarité «mécanique» et «organique» et l'opposition proposée par F. Tönnies entre «communauté» et «société» maintiennent encore une partie de leur actualité et méritent d'être poursuivies.

La société humaine ne pourra jamais atteindre un état de repos total. Chercher à résoudre toutes les contradictions de la vie sociale et à obtenir l'harmonie parfaite, c'est ouvrir la voie à la «démocratie» totalitaire. L'utopie du repos est l'offre de la servitude.

L'importance de cette analyse en termes dialectiques résulte justement du fait que, ainsi, les problèmes se posent sous la forme de ce qui est toujours sur le point d'apparaître. Ainsi les mouvements sociaux émergents et la nécessité d'une affirmation croissante des identités sociales et culturelles sont-ils mieux compris. Il s'agit de phénomènes non seulement cycliques mais encore dialectiques, c'est-à-dire, de processus qui produisent leur opposé.